

Les risques en Méditerranée

– Analyse de la situation

et essai prospectif –

La Méditerranée est au centre d'enjeux de portée mondiale. Pour les États-Unis elle est une voie d'accès au Moyen-Orient et constitue un couloir stratégique d'approvisionnement énergétique. Elle permet aussi l'obstruction à l'influence russe sur la région Caucase-Mer Noire, conditionne le soutien à Israël et contribue au contrôle de la Chine, puissance émergente et potentiel challenger des États-Unis dès 2030. La Méditerranée est donc vue par les Américains sous la forme d'un axe est-ouest allant du Maroc aux rives de l'Indus.

L'approche européenne privilégie une vision d'axe nord-sud, où la Méditerranée a valeur de « Mer intérieure » pour les communautés qui l'entourent, lieu d'échange et de rencontres. Son espace est alors limité à ses rivages, aux pays proches ayant des intérêts communs et aux zones de crises limitrophes ayant des conséquences sur la zone.

Ces deux approches engendrent inévitablement des priorités différentes et des stratégies différentes..

Libérée du carcan de la bipolarité depuis moins de quinze ans, la Méditerranée peine à trouver de nouveaux repères. Lieu d'affrontement est-ouest où les questions de sécurité prédominaient, elle retourne peu à peu à sa fonction première de voies d'échanges. Cependant, du fait d'intérêts et de visions antagonistes, apparaissent des situations conflictuelles.

1. Le devenir des crises et conflits politico-militaires.

Une approche étatique régionale.

1.1. La Méditerranée occidentale, une région à fort potentiel peu mise en valeur.

Cette sous-région est la plus riche du bassin méditerranéen et la plus éloignée des conflits du Proche-Orient. Pour autant, elle ne parvient à s'affranchir ni de ses rivalités ni des séquelles de la décolonisation. L'Espagne et le Maroc se disputent des enclaves, voire des rochers, aux valeurs stratégiques dépassées et aux richesses induites négligeables au regard de

leurs intérêts communs. La France et l'Algérie n'ont toujours pas rétabli un dialogue serein, sans relent historique et dans le respect de l'Histoire. L'Italie souffre de ne pas pouvoir jouer le rôle que lui confère, selon elle, sa position géographique centrale dans le bassin méditerranéen. La France reste soupçonnée, par ses voisins, de visées exclusives et cachées sur ses anciennes possessions tandis que ces dernières, dans les moments de mésententes, rappellent l'existence d'une « dette coloniale ». Enfin, au Sud, alors que les pays du Nord tendent à s'unir à travers l'Union européenne (UE), les pays du Maghreb peinent à s'intégrer du fait de rivalités nationales compliquées.

Le conflit du Sahara-Occidental

Ce conflit non résolu empêche l'UMA d'émerger en interdisant toute relation de confiance entre le Maroc et l'Algérie. Périodiquement des déclarations de dirigeants du Sud font naître l'espoir d'un règlement possible. Mais très rapidement, les postures habituelles sont reprises tant les conséquences d'un règlement paraissent redoutées.

L'Algérie, encore instable

Face aux conséquences de la guerre d'indépendance et du développement de l'islamisme, l'armée est devenue la principale force politique du pays. Source de stabilité mais très fortement conservatrice, elle freine encore l'émergence d'une véritable société civile. Le temps presse et le mécontentement est particulièrement fort. L'enjeu réside dans la nécessité d'équilibrer l'emploi des ressources dégagées par le pétrole, aujourd'hui très profitable, entre des besoins immédiats urgents et le souci de prévenir une baisse des revenus de l'or noir par des placements prudents ; le tout en préservant le calme social.

1.2. La Méditerranée centrale et orientale, une zone de tous les dangers.

Enfin un espoir aux Balkans ?

L'UE apparaît ainsi comme la garantie de consolidation de la situation et est contrainte d'y consacrer les moyens nécessaires sur une durée qui sera certainement longue encore.

L'enjeu turc.

La question de la candidature d'adhésion à l'UE de la Turquie soulève de nombreuses inquiétudes en Europe. Le refus par l'UE d'un pays membre de l'OTAN et son assimilation à

des pays tiers, conduira sans doute à une crise majeure où tous les chantages peuvent être redoutés, d'autant plus que les Etats-Unis et la Grande Bretagne sont très favorables à cette intégration.

Le devenir du Proche-Orient

Le conflit israélo-palestinien est installé dans la violence. Les non-reconnaissances respectives d'Israël et du Hamas interdisent, pour l'instant, toute avancée politique, seule voie qui puisse être envisagée comme pérenne.

En juillet 2006, l'attaque israélienne contre le Hezbollah au Liban, en rétorsion à un incident de frontière ayant entraîné la mort de sept soldats et surtout l'enlèvement de deux autres¹, a contribué à complexifier les relations régionales.

. La question des relations entre la Syrie et le Liban a été ramenée sur le devant de la scène par le vote de la résolution 1559 en septembre 2004, puis l'assassinat en février 2005 du premier ministre libanais Rafic Hariri. Les forces syriennes se sont retirées du Liban. Un grand espoir de démocratisation de la vie politique libanaise est né. Dans les faits, les rapports de force au Liban restent, encore aujourd'hui, très incertains tandis que la politique syrienne ne montre pas beaucoup plus d'ouverture. Le désarmement des forces du Hezbollah, demandé par la 1559, a peu de chance d'être exécuté.

Les conflits du Proche-Orient résonneront sans doute encore longtemps dans toutes les institutions méditerranéennes où Israël et les pays arabes sont simultanément présents

1.3. Le voisinage méditerranéen moyen-oriental, un environnement peu favorable à la stabilité méditerranéenne.

Les conséquences du conflit irakien

La situation actuelle révèle une triple logique de guerre : civile, intercommunautaire et anti-États-Unis². Les mollahs sont en passe de devenir les arbitres de la vie politique irakienne et de contrôler la deuxième réserve de pétrole du monde. Or, ce premier pouvoir arabe chiite de la région risque fort d'être radical³ et est déjà fortement déstabilisant pour les monarchies

¹ Le Hezbollah libanais capture mercredi 12 juillet 2006 deux soldats israéliens et sept autres ont été tués à la suite d'une opération destinée selon son chef à obtenir la libération de détenus libanais en Israël.

² « L'intervention américaine ne va-t-elle pas, paradoxalement, fabriquer une relève irakienne à l'intégrisme chiite iranien » (J. Chirac).

³ Le général George Joulwan, ancien commandant suprême des forces alliées en Europe déclarait fin janvier 2005 : « les Etats-Unis savent gagner la guerre, mais non assurer une paix durable ».

sunnites du Golfe⁴. Il faut s'attendre à un durcissement de la position nucléaire iranienne, Mais il est vraisemblable qu'aucun équilibre ne pourra être trouvé sans une longue période de troubles et de désordres qui rejailliront sur le bassin méditerranéen sous forme de terrorisme ou de déstabilisation visant à internationaliser plus encore les termes du conflit.

L'influence des tensions d'Asie centrale

En Afghanistan, la situation s'est lourdement dégradée. Les Talibans retrouvent peu à peu leur influence sur la population tandis que l'OTAN, sans doute insuffisamment renforcée pour sa nouvelle mission, s'est déployée au-delà de Kaboul dans les diverses provinces.

Les soulèvements du Caucase

La question du contrôle des ressources en pétrole et en gaz intervient dans la plupart des tensions internationales. Le Caucase n'y déroge pas : guerre de Tchétchénie, "révolution" géorgienne, autonomie des Kurdes d'Irak.

2. Analyse des grands enjeux méditerranéens.

Une approche transnationale.

2.1. Le différentiel démographique et social, une source de tension et de crises latentes.

La Méditerranée est un carrefour migratoire pour des candidats à l'exil aux motivations essentiellement économiques, visant pour le plus grand nombre une installation en Europe. Venant d'Afrique, pour la plupart, ou d'Asie, ces populations s'efforcent d'entrer dans l'UE par les pays les plus proches des rives africaines. Elles attendent le moment propice en stationnant dans des pays du Sud débordés et mal armés pour faire face à cet afflux de population.

Simultanément l'Europe confrontée à un vieillissement démographique, doit envisager une immigration nécessaire au maintien de ses capacités en actifs, qui impose un choix qualitatif.

Il est certain que l'insuffisante coopération actuelle entre pays émetteurs, pays de passage et l'UE contribue à l'exacerbation des tensions et qu'il conviendra de trouver des voies de collaboration et de partage des fonctions.

⁴ La minorité chiite des monarchies du Golfe, est localisée essentiellement sur les provinces pétrolifères de la région.

Mais une immigration contrôlée ne permettra pas à elle seule de remédier à la pression migratoire sur L'UE. Une politique volontariste d'aides au développement de la région méditerranéenne est indispensable pour réduire la tentation à l'émigration.

2.2. Unilatéralisme et modèle unique contre préservation des identités, quelle responsabilité pour l'UE ?

En dépit des efforts de l'UE pour se doter d'une autonomie politique et militaire, la puissance dominante reste, et pour longtemps, encore les États-Unis.

Celle-ci traite la Méditerranée à la fois comme un corridor de pénétration vers le cœur de l'Eurasie et vers le Moyen-Orient et comme une artère de circulation pétrolière. Dans les deux cas l'accès doit y être préservé et le transit sécurisé. L'accroissement attendu du trafic d'hydrocarbures que l'on peut estimer à 14%, ne fera que conforter cette importance.

Les États-Unis considèrent que la paix et la sécurité dans cette région est conditionnée par l'émergence de la démocratie qu'ils promeuvent et sont prêts à imposer, si nécessaire, par des voies coercitives.

Cette divergence stratégique crée des ambiguïtés dommageables pour l'émergence de la sécurité dans cette région. Elle ne pourra être réduite que lorsque les pays de l'UE seront en mesure d'élaborer une véritable politique étrangère commune vis-à-vis du Sud, sans doute en étroite coopération avec le partenariat euro-méditerranéen. Il sera alors possible de faire valoir les intérêts européens auprès des Américains.

2.3. Trafics illégaux, Terrorisme et dispersion d'ADM, des risques transnationaux proliférants

L'accroissement de la fracture entre revenus moyens du Sud et ceux du Nord engendre une misère qui cherche parfois ses moyens de subsistance dans tous les trafics possibles. Ces derniers prolifèrent conduisant certaines régions, comme le nord du Maroc avec la culture du cannabis, à dépendre économiquement étroitement de revenus illicites.

Enfin, le désordre créé par l'effondrement du Bloc de l'Est dans les productions et les marchés d'armement a conduit à la banalisation de la commercialisation de services et de produits permettant la fabrication d'armes de destruction massive. Ces dernières échappant au contrôle des autorités étatiques constituent des menaces terrifiantes.

Du fait de sa situation géographique, la Méditerranée est à la croisée des chemins de ces risques transnationaux. Leur maîtrise représente un enjeu important pour l'avenir.. Elle nécessite une véritable coordination de tous les pays riverains mais aussi un traitement des causes qui ne peut pas n'être que sécuritaire.

Aujourd'hui, les divergences entre pays européens et l'éclatement des pays du Sud interdisent toute concertation sérieuse pouvant déboucher sur des actions concrètes et déterminées. Seuls les Américains disposent de la volonté politique et des moyens nécessaires pour mettre en œuvre une politique. Il est temps que les Méditerranéens s'emploient, peut être à travers le partenariat euro-méditerranéen, à assumer leurs responsabilités. A défaut, la place étant laissée libre, il est inutile de reprocher aux États-Unis les méthodes mises en œuvre pour défendre leurs intérêts nationaux.

2. Conclusion

La Méditerranée, point de rencontre de trois continents mais aussi des trois religions « du Livre », cumule, à une échelle moindre, la plupart des grandes problématiques du monde : fractures économiques, démographiques, militaires, religieuses, politiques etc.. mais aussi les grands risques transnationaux. De ce fait, elle constitue une sorte de laboratoire aujourd'hui laissé aux seules initiatives américaines.

Si cette situation devait perdurer ce ne serait sans doute pas à l'avantage des pays de la région. Il importe d'être conscient des conséquences du manque d'investissement des pays méditerranéens dans leur propres affaires qui, préférant déléguer leur sécurité aux États-Unis, laissent la prééminence à la défense des intérêts nationaux des Etats-Unis.

Le contre amiral (2S) Jean-François Coustillière